

RECEVUE  
**EXTRAIT DU REGISTRE**  
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

De la commune **Mairie de ROMEYER**

Séance du **16 août 2011**

Nombre de conseillers

- en exercice	<b>11</b>
- présents	<b>10</b>
- votants	<b>10</b>
- absents	<b>1</b>
- exclus	<b>0</b>

L'an deux mille onze, le 16 août à 18 heures 30.

Le Conseil Municipal de cette commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances sous la présidence de M. onseur BIGLIA Raymond, Maire..

**Etaient présents : MM.**

Tous les conseillers sauf Monsieur GILLOT Fabrice.

Date de convocation :

**11 août 2011**

Date d'affichage :

**11 août 2011**

OBJET

Mofication PLU

M. adame GROSJEAN Laëtitia a (ont) été nommé(e)(s) secrétaire(s).

Suite à l'approbation du P.L.U et aux observations de la Préfecture de la Drôme, le Conseil municipal approuve les modifications du règlement modifié à l'article 6 (4 ème alinéa§1) ainsi que le complément de légende relatif à la trame "risque".

Acte rendu exécutoire après le dépôt en  
Préfecture de de la Drôme le  
et publication ou notification du

Le Maire,  
  
Signature

23 7379 037  
11-01-20

# EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

De la commune **Mairie de ROMEYER**

Séance du **03 décembre 2010**

**Nombre de conseillers**

- en exercice	<b>11</b>
- présents	<b>10</b>
- votants	<b>10</b>
- absents	<b>1</b>
- exclus	<b>0</b>

L'an deux mille dix, le 3 décembre à 20 heures 00.

Le Conseil Municipal de cette commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances sous la présidence de M. onseur BIGLIA Raymond, Maire..

**Etaient présents : MM.**

Tous les conseillers sauf Monsieur GILLOT Fabrice.

Date de convocation :

**26 octobre 2010**

Date d'affichage :

**26 octobre 2010**

**OBJET**

**APPROBATION DU  
PROJET DU PLAN  
LOCAL D'URBANISME**

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L123.10 et R123.19,  
Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L2224.10,  
Vu la Loi sur l'eau du 3 janvier 1992,  
Vu le décret du 3 juin 1994 relatif à la collecte et au traitement des eaux usées,  
Vu la délibération en date du 20/07/2007 prescrivant l'élaboration du PLU et définissant les modalités de concertation en application de l'article L300-2 du code de l'urbanisme.  
Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 11/12/2009 arrêtant le projet du Plan local d'Urbanisme et tirant le bilan de concertation,  
Vu l'arrêté du maire en date du 6/04/2010 soumettant à enquête publique le projet de PLU arrêté par le Conseil Municipal et comprenant les avis des personnes publiques associées.  
Vu le rapport de l'enquête et les conclusions du commissaire enquêteur,  
Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 15/10/2010 modifiant le projet du Plan Local d'Urbanisme arrêté par le Conseil Municipal et comprenant les avis des personnes publiques associées,  
Considérant que le projet du P.L.U. tel qu'il est présenté au Conseil Municipal est prêt à être approuvé conformément aux articles susvisés du code de l'urbanisme et de la Loi sur l'eau.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, 9 voix pour et 1 voix contre

Acte rendu exécutoire après le dépôt en  
Préfecture de de la Drôme le  
et publication ou notification du

Le Maire



- DECIDE d'approuver le PLU tel qu'il est annexé à la présente,
- INDIQUE que la présente délibération sera affichée pendant un mois en mairie et le dossier tenu à la disposition du public.  
Mention de cet affichage sera, en outre, insérée en caractère apparents dans un journal diffusé dans le département.
- INDIQUE que la présente délibération sera exécutoire :  
dans un délai d'un mois suivant sa réception par le Préfet, si celui-ci n'a notifié aucune modification à apporter au dossier ou dans le cas contraire à compter de la prise en compte de ces modifications, après accomplissement des mesures de publicité.

Le Maire,  
  
Signature



# EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

De la commune **ROMEYER**

Séance du **15 octobre 2010**

**Nombre de conseillers**

- en exercice	<b>11</b>
- présents	<b>8</b>
- votants	<b>8</b>
- absents	<b>3</b>
- exclus	<b>0</b>

L'an deux mille dix, le 15 octobre à 20 heures 30.

Le Conseil Municipal de cette commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances sous la présidence de M. onseur BIGLIA Raymond, Maire..

**Etaient présents : MM.**

Tous les conseillers sauf Mme FIALOUX Carine, Messieurs ORAND Lionel et FIALOUX Jean-Pierre.

Date de convocation :

**05 octobre 2010**

Date d'affichage :

**05 octobre 2010**

**OBJET**

**MODIFICATION APRES  
ENQUETE PUBLIQUE  
DU PROJET DI PLU**

M. me GUIRONNET Anne-Line a (ont) été nommé(e)s secrétaire(s).

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L123.10 et R123.19,  
Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L2224.10,  
Vu la Loi sur l'eau du 3 janvier 1992,  
Vu le décret du 3 juin 1994 relatif à la collecte et au traitement des eaux usées,  
Vu la délibération en date du 20/07/2007 prescrivant l'élaboration du P.L.U. et définissant les modalités de concertation en application de l'article L 300-2 du code de l'urbanisme.

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 11/12/2009 arrêtant le projet du Plan Local d'Urbanisme et tirant le bilan de la concertation,  
Vu l'arrêté du maire en date du 6/04/2010 soumettant à enquête publique le projet de PLU arrêté par le Conseil Municipal et comprenant les avis des personnes publiques associées,

Vu le rapport de l'enquête et les conclusions du commissaire enquêteur,

Après en avoir délibéré, Le Conseil Municipal ,

- DECIDE de modifier le projet de PLU soumis à l'enquête publique sur les points suivants :

Concernant

1 - Les retours des personnes publiques associées :

\* Une réduction des espaces boisés classés sur deux secteurs au sud de rays et le long de la Ripisylve.

\*Plusieurs points de détails du rapport de présentation et du règlement sont à mettre à jour.

Acte rendu exécutoire après le dépôt en  
Préfecture de DIE le et  
publication ou notification du



\* Il est demandé par la Chambre de l'agriculture d'autoriser les habitations des exploitations dans une limite portée à 200 m2. Ce point est validé par la municipalité, toutefois il s'agit d'avoir un équilibre entre zone agricole et naturelle, les deux zones A et N seront réglementées de la même façon.

L'ensemble des modifications demandées par la Chambre d'Agriculture sont validées, en dehors de la hauteur des bâtiments agricoles qui restera limitée à 9 mètres,

\* Il conviendra d'indiquer pour la zone AU ainsi que la zone U des Moulins que ces secteurs ne concernent pas des sites occupés par la tulipe. Les milieux présents ne sont pas favorables à cette espèce. D'autre part, le diagnostic écologique n'a pas démontré la présence de la tulipe sur ces deux sites. Le bureau d'études Latitude u.e.p. a interrogé le conservatoire botanique qui a réalisé un inventaire sur le Diois et qui n'a pas identifié de stations de tulipes sur ces secteurs.

Toutefois cela ne signifie pas qu'elles ne sont pas présentes.

2 - Concernant les risques :

\* Le plan de prévention des risques d'inondation a avancé. Il conviendra d'afficher le risque d'inondation sur le plan de zonage, ainsi que dans le règlement.

\* Concernant les risques liés aux argiles : le rapport de présentation fera mention de la présence de ce risque et une annexe sera ajoutée au PLU avec des fiches de recommandation liées aux constructions dans les zones argileuses.

\* Concernant le zonage : la DDT demande que soient supprimés les zones Ne concernant les stations d'épuration et l'espace lié à l'usine hydroélectrique. Ces ouvrages sont situés en zone A ou AP ou N. Le règlement de ces zones permet la gestion de ces ouvrages.

3 - Concernant les résultats de l'enquête publique :

\* Une demande concerne l'extension de la zone U dans le secteur de la Loche. Une partie de la parcelle a été proposée en classement U dans le projet de PLU. La Chambre d'Agriculture et la DDT sont favorables à une extension mesurée de cette zone afin de permettre réellement la construction sur la parcelle concernée. Il faut noter que ce secteur est desservi par l'assainissement collectif.

\* Une demande concerne la suppression de l'espace boisé classé sur le tracé de l'ouvrage de transport d'eau nécessaire à la ville de Die d'une part et à la centrale hydroélectrique d'autre part. Cette suppression des EBC est validée. La commune fera parvenir au bureau d'études les tracés des ouvrages sur le fond cadastral.

\* Une demande concerne la réduction de la zone NLet de l'emplacement réservé R6. La commune souhaite maintenir une partie de ce secteur en zone de loisirs et maintenir le cône de vue sur le hameau, toutefois elle ne pense pas aménager forcément l'ensemble de la parcelle, l'emplacement réservé et la zone NL seront réduits.

- DEMANDE à Monsieur le Maire de mettre au point le dossier définitif de P.L.U. en vue de son approbation définitive.

Le Maire  
  
Signature  
(DROME)